

**Assemblée générale**

Soixante-troisième session

Documents officiels

**4<sup>e</sup>** séance plénièreLundi 22 septembre 2008, à 18 h 10  
New York

---

*Président :* M. d'Escoto Brockmann ..... (Nicaragua)

*La séance est ouverte à 18 h 25.*

**Réunion plénière de haut niveau sur le thème  
« Les besoins de développement de l'Afrique :  
état de la mise en œuvre des différents  
engagements, défis et perspectives »**

**Point 57 de l'ordre du jour (suite)**

**Nouveau Partenariat pour le développement  
de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise  
en œuvre et appui international**

**a) Nouveau Partenariat pour le développement  
de l'Afrique : progrès accomplis dans la mise  
en œuvre et appui international**

**Projet de résolution (A/63/L.1)**

**Le Président (parle en espagnol) :** Nous allons maintenant nous prononcer sur le projet de résolution A/63/L.1, intitulé « Déclaration politique sur les besoins de développement de l'Afrique ». Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite adopter le projet de résolution A/63/L.1?

*Le projet de résolution A/63/L.1 a été adopté (résolution 63/1).*

**Le Président (parle en espagnol) :** Je donne à présent la parole à S. E. M. Jakaya Mrisho Kikwete, Président de la République-Unie de Tanzanie et Président en exercice de l'Union africaine.

**Le Président Kikwete (parle en anglais) :**  
Aujourd'hui est une grande journée pour l'Afrique. L'adoption de la déclaration politique est un nouveau signal fort l'attachement de l'ONU à l'avenir de l'Afrique et du partenariat de la communauté internationale avec celle-ci.

Je me félicite du soutien à l'Afrique exprimé avec force au cours de la séance plénière d'ouverture, ainsi que des échanges réconfortants et francs qui ont eu lieu au sein des tables rondes sur les défis de l'Afrique, l'état de la mise en œuvre des différents engagements, et, en particulier, les perspectives. Je suis également satisfait du fait qu'il y a eu 15 manifestations parallèles sur des questions allant des femmes et du développement, à la crise alimentaire, l'énergie et les défis de la gouvernance. Les manifestations parallèles ont regroupé différents experts de l'Afrique, aussi bien des Africains que des non-Africains. L'issue de ces débats a évidemment enrichi la déclaration politique que nous venons juste d'adopter ici.

Je me félicite également de la conférence de presse que j'ai donnée avec M. Donald Kaberuka, le Président de la Banque africaine de développement. Nous avons eu l'occasion d'échanger avec les journalistes accrédités auprès de l'ONU.

C'était une bonne journée pour l'Afrique. On a beaucoup parlé dans le passé du développement de l'Afrique; aujourd'hui je me sens encouragé par une volonté d'action réelle. Allons de l'avant avec une

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



impulsion nouvelle, pour que, lorsqu'on se remémorera ce jour, nous puissions dire que nous étions présents en ce jour historique, où le monde a pris conscience de sa responsabilité morale et collective envers l'Afrique.

### Déclaration du Président

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à exprimer ma reconnaissance à mes facilitateurs, les Représentants permanents de l'Angola et des Pays-Bas, d'avoir mené des consultations intergouvernementales sur le projet de déclaration que nous venons d'adopter.

Nous avons terminé notre journée de délibérations animées sur les besoins spéciaux de développement de l'Afrique. Il reste maintenant le plus difficile : tenir nos promesses. Ne répétons pas l'histoire en ne les tenant pas. Saisissons au contraire cette occasion pour en finir une fois pour toutes avec la pauvreté.

La déclaration que nous venons d'adopter par consensus contient un programme d'action : une action urgente. Éliminer la pauvreté, notamment en Afrique, est le plus grand défi auquel fait face le monde aujourd'hui. Notre déclaration affirme que c'est un défi mondial qui doit être principalement relevé par la seule institution réellement internationale, à savoir l'ONU. C'est pour cette raison que la déclaration affirme qu'une Afrique plus forte exige une ONU plus forte.

La déclaration et les échanges que nous avons eus aujourd'hui ont renforcé ma conviction que nous avons choisi les bonnes priorités pour la présente session de l'Assemblée générale : les priorités de l'Afrique sont les priorités de l'Assemblée. Outre le grand défi mondial que constitue la pauvreté, la crise alimentaire occupe une place importante, de même que son impact potentiellement désastreux sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La vulnérabilité de l'Afrique aux effets des changements climatiques et la nécessité de trouver de nouvelles ressources supplémentaires pour y remédier sont également très importantes. Les engagements souscrits par l'Afrique elle-même vis-à-vis des objectifs liés à l'eau et à l'assainissement sont mis en exergue dans la déclaration, de même que la nécessité de placer l'autonomisation des femmes au centre des politiques de développement.

La démocratisation de l'ONU, l'objectif central de l'Assemblée générale, apparaît également en filigrane dans ce document : nous avons lu que les pays

en développement « doivent participer davantage à l'élaboration des politiques et avoir davantage droit au chapitre dans les domaines commercial, monétaire et financier » (par. 19). Si la présente réunion de haut niveau renforce la démocratisation internationale en accroissant la visibilité de l'organe le plus représentatif du monde – l'Assemblée générale –, nous devons veiller à ce que chaque voix compte et que l'Assemblée puisse faire la différence.

Il est grand temps que l'Assemblée générale reprenne l'initiative au Groupe des Huit (G-8) et aux institutions de Bretton Woods dans le cadre du débat sur le développement en général et en ce qui concerne l'Afrique en particulier : pas de barricades, pas de barbelé, pas de gaz lacrymogène. Nous devons déplacer le débat de l'isolement à l'inclusion : c'est ce que veut dire le développement et il n'y a que cette Assemblée qui puisse l'offrir.

L'Assemblée générale est l'organe où le continent africain constitue le groupe le plus large et où la voix africaine est la mieux entendue. Mais nous n'écoutons pas assez cette voix : selon l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), moins de la moitié de toute l'aide est consacrée aux priorités nationales des gouvernements des pays en développement. Nombre de ceux qui sont présents ici ont dénoncé la baisse de l'aide publique au développement, y compris la partie consacrée à l'agriculture, priorité du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) depuis le début, qui ne représente aujourd'hui que 7 % de l'aide publique au développement dans son ensemble. Conjugué aux subventions agricoles accordées par les pays développés, cet état de fait décrit un scénario catastrophique auquel il convient de remédier si nous voulons surmonter la crise alimentaire actuelle.

Court-circuiter les gouvernements africains en ignorant les priorités du NEPAD ne mettra pas le continent sur la bonne voie pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. En revanche, se rallier autour des priorités africaines permettrait de faire beaucoup, et l'Assemblée peut jouer un rôle de chef de file à cet égard. C'est ce que nous avons constaté aujourd'hui.

Je ne tenterai pas de résumer le riche débat d'aujourd'hui. Je voudrais seulement mettre en lumière certaines tendances communes. Il y a urgence, et des mesures concrètes doivent être prises. L'avenir de l'Afrique est en fin de compte entre les mains des

Africains eux-mêmes : le développement commence chez soi. Mais il est clair que les efforts de l'Afrique doivent s'accompagner d'un changement substantiel dans les politiques économiques et commerciales internationales. Il convient, à cet égard, de s'atteler à la question de l'allègement de la dette avec plus de dynamisme pour libérer les fonds nécessaires aux investissements sociaux au lieu de payer ce qui est devenu une dette *ad vitam eternam*. On espère vivement également que les pays donateurs honoreront enfin leurs promesses et les engagements auxquels ils ont souscrit de doubler l'aide publique au développement d'ici à 2010.

Les réformes politiques et économiques nationales, y compris celles visant à renforcer la démocratie et les droits de l'homme et à créer un secteur privé sain, doivent être appuyées par des ressources extérieures : l'Afrique ne dispose pas des ressources lui permettant de s'extirper de la pauvreté par ses propres moyens.

L'aide internationale n'est pas seulement une question de cœur. C'est aussi une question de tête, de volonté politique concrète et réelle. Une renaissance africaine est dans l'intérêt de tous. Si nous voulons faire se réaliser cette renaissance, nous devons aller au-delà de la simple aide : le développement, la sécurité et les droits de l'homme sont interdépendants et se renforcent mutuellement – ils forment une trinité. D'où l'impératif de concentrer nos efforts sur le développement social de l'Afrique : la condition *sine qua non* pour la paix, la sécurité et le respect de tous les droits de l'homme.

De nombreux participants ont indiqué que la réunion d'aujourd'hui est la première d'une série de trois réunions prévues cet automne. La réunion d'aujourd'hui porte sur l'Afrique, continent sur lequel nous devons concentrer nos efforts de développement. La deuxième réunion, ce jeudi 25 septembre, concerne les objectifs du Millénaire pour le développement et les

thèmes qui requièrent plus d'attention. Et enfin, la Conférence d'examen du financement du développement qui se tiendra à Doha, portera sur les moyens permettant de mobiliser les ressources financières et la volonté politique nécessaires pour tenir nos promesses. Nous devons veiller scrupuleusement à ce que les promesses se traduisent vraiment en actions concrètes. Je me réjouis que cette déclaration jette les fondements d'un tel mécanisme de suivi.

Avant de terminer, je voudrais rendre hommage au Président Thabo Mbeki. Au cours de sa présidence de la nation arc-en-ciel, qui s'étend sur presque une décennie, de concert avec d'autres dirigeants africains, il s'est fait l'avocat de la vision du NEPAD que nous développons toujours aujourd'hui. Lorsque les pays nantis écoutent l'Afrique et créent des partenariats avec elle, cette vision est réalisable. Pour citer le document constitutionnel du NEPAD : « En réalisant les promesses qui y sont contenues, le présent programme devra permettre à l'enfant africain émacié d'espérer qu'en vérité le XXI<sup>e</sup> siècle sera bel et bien le siècle de la renaissance de l'Afrique » (A/57/150, annexe, par. 205).

Comme cela a été signalé ce matin, le mantra du jour devrait être « la mise en œuvre » : la mise en œuvre de tous les engagements à l'égard de nos frères et sœurs africains. Après les discours solennels, vient l'épreuve de la solidarité.

(l'orateur poursuit en espagnol)

L'Assemblée générale a ainsi achevé sa réunion plénière de haut niveau sur le thème : « Les besoins de développement de l'Afrique : état de la mise en œuvre des différents engagements, défis et perspectives ». L'Assemblée a ainsi achevé la phase actuelle de son examen du point 57 a) de l'ordre du jour.

La séance est levée à 18 h 40.